

UN CRI UNANIME DE CONTESTATION DU RÉGIME

Le modèle de développement occidental et les modes de vie qui y sont associés présupposent un désastre pour le développement durable à long terme des conditions de subsistance et de reproduction des populations et de l'environnement sur toute la planète. Ils sapent la capacité des sociétés à reproduire les bases matérielles et culturelles permettant de couvrir les besoins individuels et collectifs de manière appropriée. Cette continuelle négligence est aggravée de façon périodique par les crises récurrentes du capitalisme, qui, à travers la doctrine du choc, tente de mettre au service de l'accumulation de capital chaque fois plus de sphères de la vie.

Cet abus continu, cependant, est de plus en plus évident et un mécontentement collectif émerge de différentes parties de la planète, sous des formes différentes (et souvent dangereuses), mais avec un fonds commun : la contestation du régime établi.

Dans la ferveur de cette clameur partagée, nous trouvons cependant deux positions antagonistes : celle de la peur et celle de l'espoir. Celle de la peur, alimentée par l'extrême droite et les ultranationalismes, qui canalisent l'indignation collective vers toutes les minorités et qui s'obstinent à dresser de fausses barrières entre les citoyens et les citoyennes en mouvement, parmi les classes populaires. Et celle de l'espoir, qui cherche à désigner les vrais coupables de cette crise permanente, et à générer des alliances locales, entre citoyennes et citoyens, et contre le 1% qui a mené à cette situation : la grande main (in) visible des marchés financiers – et des personnes portant des noms et prénoms ostentatoires du capital – prêts à lancer des attaques spéculatives devant toute anomalie dans le scénario.

De fait, les contradictions du régime capitaliste néolibéral ont été d'une telle ampleur que l'on a pu constater comment l'hégémonie du libre-échange tremblait au sein même du système et à travers les discours protectionnistes provenant de l'extrême droite. Cette fin de l'Histoire proclamée avec la chute du mur de Berlin (1989) présente donc aujourd'hui des brèches profondes qui ouvrent le débat sur le modèle de développement au-delà de la fausse dichotomie entre la social-démocratie libérale et le néolibéralisme; les piliers qui ont, jusqu'à présent, soutenu les structures du pouvoir. L'enjeu majeur aujourd'hui est la capacité à proposer une alternative aux cadres précédents, qui se distingue clairement des monstres issus de l'extrême droite, et à convaincre nos concitoyennes et concitoyens que l'économie peut être portée par les personnes, tout en étant à leur service.

LE DÉFI DU RÉCIT PARTAGÉ ET MOBILISATEUR

Le débat sur l'économie, c'est-à-dire sur la manière dont nous orchestrons les moyens d'allouer des ressources permettant de satisfaire de manière appropriée les besoins des personnes au fil du temps, continue à se mouvoir entre ses deux polarités historiques: les thèses de l'économie de marché et celles de l'économie centralisée par l'État, c'est-à-dire le pôle néolibéral et le pôle socialiste (et un gris social-démocrate exprimé par le néolibéralisme, brouillé par la mondialisation financière et l'affaiblissement progressif de l'état keynésien). Cependant, ces propositions ne convainquent plus la multitude indignée: d'un côté, l'économie de marché domestiquée par l'État dans un contexte de mondialisation financière n'a plus aucun crédit, mais d'un autre côté, l'exploration des propositions d'un état central en tant que distributeur de ressources ne s'est pas non plus révélée compatible avec l'approfondissement démocratique et l'appropriation collective des moyens de production (il existe en effet un débat vivant sur la conception de ce qui relève du "public" au-delà de l'état et des administrations).

Afin de construire un récit commun qui rassemble autour d'un projet socio-économique transformateur, il est indispensable d'abandonner cette dichotomie irréaliste et d'imaginer et construire de nouvelles formes de réponse aux besoins et articulation de la vie économique qui ne passent pas seulement par les deux pôles traditionnels (et qui passe en grande partie par une lecture plus large de l'Histoire ou la récupération de traditions oubliées). Ce qui nous pousse à penser que cette préoccupation est assez partagée, c'est l'effervescence de propositions et de pratiques économiques qui se distinguent des cadres majoritaires: économie sociale et solidaire, économie collaborative (pro-commun), économies féministes, décroissance, etc. Et il ne s'agit pas uniquement de se référer aux propositions portant nom et prénom et pouvant de ce fait être étiquetées, mais aussi à ces expériences d'organisation collective pour satisfaire aux besoins; Initiatives toujours plus essentielles pour répondre durablement aux besoins des personnes, qui agissent souvent en dehors du champ de l'économie conventionnelle et sous des formes d'auto-organisation communautaire. Nous pouvons également interpréter l'émergence de nouveaux concepts tels que l'économie circulaire, l'entrepreneuriat et l'innovation sociale comme des tentatives d'atténuer ou d'adoucir les contours du cadre néolibéral.

Le fait est qu'aujourd'hui nous avons devant nous une riche mosaïque de propositions de transformation socioéconomique qui tente - à différents degrés et sous différents formats - de transcender les cadres traditionnels, mais qui, de par leur dispersion et le manque de récit commun, ne permettent pas d'atteindre les majorités sociales avec un message clair et attrayant¹. Il est indispensable de proposer une alternative plurielle et de rendre visible cette mosaïque d'économies en transformation comme un tout, qui nous permette d'aller au-delà de la position marginale que nous occupons actuellement dans la devanture.

¹ Cette effervescence de propositions est en ce sens particulièrement notable concernant la ville de Barcelone, où le substrat culturel de fond (lié à l'associationnisme, la coopération, l'auto-organisation et la mobilisation sociale) ainsi qu'une certaine réceptivité institutionnelle, favorisent et renforcent l'expansion de cet univers de propositions et de pratiques.

QUE SONT LES ÉCONOMIES TRANSFORMATRICES ?

Un premier défi en est le nom; comment nommer cet ensemble de propositions et de pratiques tout en évitant la création d'une nouvelle étiquette? Nouvelles économies, économies sociales, autres économies ..., toute dénomination sera imprécise par nature, car une telle diversité ne peut être rassemblée sous un seul terme. Malgré tout, il nous faut un nom auquel nous puissions faire référence, et qui serve au moins à englober conceptuellement les propositions que nous voulons se sentir interpellées. C'est pourquoi nous avons choisi le terme d'économies transformatrices.

Nous entendons par économies transformatrices toutes les propositions de réorganisation socio-économique qui introduisent des éléments critiques du cadre économique dominant et formulent des propositions de changement socio-économique - tant sur le plan théorique que pratique - qui tentent de transformer ce cadre et de prévenir ou de compenser les effets négatifs qu'il provoque. La divergence fondamentale concernant le cadre économique capitaliste se reflète dans deux axes principaux, qui devraient constituer la base du récit commun: **le développement durable de la vie** (en rapport avec la nature, avec nos propres corps et avec nos communautés) et **la répartition égalitaire du pouvoir** (l'organisation démocratique et à but non lucratif des différentes formules selon lesquelles nous organisons les systèmes de production), rompant avec les structures et la culture du pouvoir établie dans l'ordre économique actuel.

UNE PROPOSITION CENTRÉE SUR LES BESOINS

Le premier exercice à faire pour briser le cadre économique dominant est précisément d'élargir cela même qui intègre le domaine économique, en contournant les indicateurs vagues et simplistes tels que le Produit Intérieur Brut et la création d'emplois. L'allocation des ressources et la satisfaction des besoins doivent être placées dans un cadre complexe d'interdépendances entre processus sociaux, écologiques, politiques et culturels. La proposition de Cristina Carrasco et Enric Tello (2013) du **système socio-économique en tant que chaîne de soutien aux besoins**, résume cette idée :

Le fonctionnement du système social dépend de différents domaines étroitement interconnectés, structurés selon différents types de relations et avec différents degrés d'interdépendance. Bien que les frontières entre ces espaces soient généralement poreuses et en mutation, nous pouvons identifier certains domaines dans lesquels notre vie commune se développe comme s'ils étaient les différents maillons d'une chaîne de soutien. (...) Aussi bien la théorie économique qu'une bonne partie de l'historiographie ont eu tendance à oublier le rôle de préservation vital que les communautés, les foyers familiaux et

les systèmes naturels ont continué à exercer en deçà des marchés et des États dans toutes les sociétés humaines connues à nos jours. Ainsi donc, il n'existe qu'un seul moyen opérationnel clair pour pouvoir penser à la manière de répondre de manière durable aux besoins humains du présent sans mettre en danger la satisfaction des besoins des générations futures: analyser l'ensemble de la chaîne de soutien dans laquelle ces besoins se manifestent, s'expriment, sont satisfaits ou frustrés à travers différents satisfacteurs et règles d'accès.

Cette définition donne quelques clés qui nous éloignent des cadres étroits du marché et de l'État en tant qu'allocateurs de ressources pour la résolution des besoins. La première contribution a trait à la manière dont les besoins apparaissent, s'expriment, sont satisfaits ou frustrés en fonction des satisfacteurs ou de règles d'accès à ceux-ci. Parler de besoins nous place sur un terrain marécageux, se mouvant, une fois encore, entre les polarités historiques - où le néolibéralisme dit qu'il faut accorder la priorité à une prétendue liberté individuelle absolue et où le socialisme s'en remet à la définition et à la résolution de l'État tout-puissant - et les nouvelles visions qui tentent de trouver des nuances de gris susceptibles d'exprimer la complexité de la définition du besoin, comment il s'exprime et se satisfait, quelle priorité lui accorder dans l'ascension entre besoin individuel et besoin collectif, et sur la relation qui résulte de ce processus avec l'autonomisation collective et l'approfondissement démocratique.

Les propositions d'économie transformatrice, de façon plus ou moins explicites entrent sur ce champ de bataille, notamment en remettant en cause les finalités du cadre économique dominant, tant dans son expression collective (croissance économique, profit, recherche d'investissements) que dans les différentes expressions des individualités (consommation différentielle, recherche de statut, culte du travail). C'est ainsi par exemple que l'économie basée sur les communs nous parle de diriger la production et la reproduction économique vers la construction de pro commun. L'activisme issu des modes de vie et de la consommation responsable nous invite à s'interroger sur les besoins d'un point de vue individuel. Les économies féministes parlent de mettre la vie et les tâches relevant des soins à la personne au centre. La décroissance nous parle d'oublier le PIB comme indicateur de bien-être et de nous recentrer sur le bien vivre et les indicateurs biophysiques. Chaque mouvement aborde la question du changement des priorités du système économique à partir de son récit, mais, chez tous est sous-tendue l'idée d'une remise en question de la recherche de la performance économique et de la croissance du PIB - et des mécanismes associés - comme objectifs fondamentaux du système. La lecture d'ensemble qu'il est possible d'en faire est que, dans la plupart des économies transformatrices, il est question de **rediriger les efforts et les priorités vers une résolution effective des besoins de la population depuis une vision plus large de ces besoins et des moyens de les satisfaire.**

Quoi qu'il en soit, parler des besoins individuels et, surtout, collectifs, transcende le domaine économique et aborde pleinement le champ politique. Cela implique de concevoir la structure et le fonctionnement du système économique comme conséquence et sujet à un débat politique sur les besoins collectifs et jamais l'inverse comme cela est

actuellement le cas, puisque les besoins collectifs sont définis par les dynamiques économiques. D'un point de vue pratique, ce changement d'approche pose des défis dans de nombreux domaines et à différentes échelles, défis que certains mouvements tentent de relever. L'un d'eux a trait **à la manière dont nous mesurons cette résolution efficace des besoins humains**, ce qui implique également de se pencher sur la tâche complexe consistant à définir les besoins. Un deuxième défi concerne **le niveau de culture démocratique et de structures de participation nécessaires** pour traiter efficacement les débats autour de certaines décisions susceptibles de conditionner la résolution effective des besoins (et des possibles conflits sociaux pouvant en découler au moment où les pouvoirs établis se sentent menacés).

Nous pouvons donc constater que ce changement de priorités du système économique est très lié à la qualité démocratique de la société, quand il n'en dépend pas directement. La participation, l'autonomisation collective ainsi que le débat public pour la définition des besoins collectifs et de leurs formes de résolution, devraient constituer un élément intrinsèque de l'activité économique et ainsi donc, en constituer l'axe de rotation.

RENDRE VISIBLES LES FACES CACHÉES DE L'ÉCONOMIE

Le diagramme 1 montre une proposition de chaîne de soutien des besoins². Dans cette chaîne, nous trouvons différents maillons situés à la base du système productif : la base du soutien des besoins est constituée par les économies de la vie, comprises comme les capacités et ressources procurées tant par les systèmes naturels que par les sphères domestiques et communautaires (et qui ne sont pas mesurées d'un point de vue économique classique: PIB, revenus, prix, etc.). Il est facile de le comprendre: sans les ressources naturelles et les soins et services aux familles et aux communautés, ni l'économie publique ni l'économie marchande ne pourraient fonctionner. Au-dessus des économies de la vie, nous trouvons l'économie productive, comprise comme cet ensemble d'activités organisées et déployées dans une large mesure sur la base de la circulation de l'argent, le travail rémunéré et la consommation d'argent.

²

Extraite du livre *Economies transformadoras de Barcelona*.

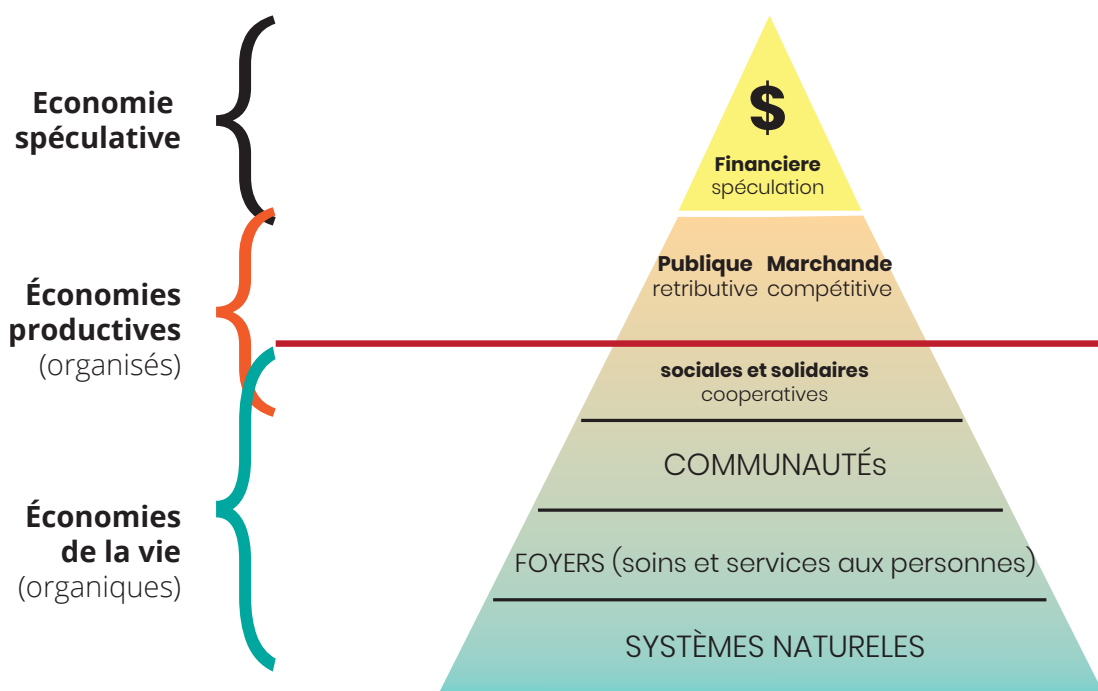


Diagramme 1. La chaîne de soutien des besoins dans un contexte d'économie plurielle

L'économie productive peut être divisée en trois segments :

- L'économie publique, en tant qu'ensemble d'activités et d'initiatives économiques promues par l'administration publique (propriété de l'État et gestion centralisée).
- L'économie marchande, pour les expériences promues par l'économie de marché traditionnelle (propriété privée et gestion basée sur la concurrence).
- Les économies sociales et solidaires, pour l'ensemble des activités et initiatives clairement différenciées du cadre dominant de l'économie de marché compétitive et à but lucratif (propriété collective et gestion par la coopération).

Au-dessus de ces économies productives se trouve l'économie financière, particulièrement visible et hégémonique, en ce sens qu'elle commande aux autres au moyen de mécanismes de dette extérieure et de fonds d'investissement. Si nous considérons la pyramide comme un iceberg, l'économie financière occupe la place politique et médiatique la plus élevée et visible, même s'il s'agit là davantage d'une chape qui, surtout, rend invisibles les économies qui maintiennent à flot la société.

LES ÉCONOMIES DE LA VIE

Si nous examinons les différents substrats qui composent les économies de cet iceberg socio-économique, il est important en premier lieu et sur la base des travaux menés à partir de **l'économie écologique et du mouvement pour la décroissance**, de situer les limites biophysiques qui entourent l'activité économique, comprises comme l'ensemble des systèmes naturels qui garantissent l'approvisionnement en ressources naturelles au sein du système de production, ainsi que la régulation des déchets produits par le système et

autres services environnementaux fondamentaux (tels que la régulation du climat). La première face cachée qu'il faudrait donc rendre visible est celle des systèmes naturels qui sont à la base du système économique, avec ses flux et échanges constants de matériaux et d'énergie avec le fonctionnement de l'économie. L'expression la plus proche de l'interdépendance entre les systèmes naturels (et les ressources qu'ils procurent) et le soutien durable aux besoins des populations, est la production agricole. Les communautés et organisations regroupées autour de la lutte pour la **souveraineté alimentaire et les pratiques agro-écologiques** sont en fait le principal mouvement de défense des terres au niveau mondial et, par conséquent, un élément fondamental dans la mosaïque des économies transformatrices.

La deuxième face cachée, reprenant les élaborations de **l'économie féministe**, a pour but de rendre visibles toutes les activités et pratiques exercées depuis la sphère domestique et qui ont pour finalité les soins et services aux personnes tout au long de leur cycle de vie. Cela fait spécifiquement référence aux attentions affectives et émotionnelles; aux soins à d'autres personnes (en particulier dans les relations de dépendance physique, comme aux personnes âgées ou aux enfants); la mise en place des conditions préalables dans lesquelles les soins et services sont effectués (entretien de la maison, courses et préparation des repas) et la gestion de ces soins et services (coordination des plannings, déplacements vers les établissements éducatifs ou autres institutions, supervision du travail domestique rémunéré, entre autres). En règle générale, ce sont les femmes qui ont assumé ces pratiques, tandis que les hommes, bien qu'en étant tout aussi capables, se sont tournés vers le travail productif rémunéré sur le marché du travail, configurant ainsi l'historique division sexuelle du travail. L'économie féministe considère que, les soins et les services étant la base fondamentale pour la reproduction de la vie et la garantie du bien-être, les objectifs économiques et sociaux devraient se concentrer, en premier lieu, sur ceux-ci, et reléguer le travail commercial productif au deuxième plan (Carrasco, 2014)³.

En troisième place, dans une frontière poreuse avec l'économie domestique des soins et services, se trouve l'infrastructure ou lien communautaire, troisième maillon fondamental pour répondre aux besoins. Les relations de gratuité et de réciprocité qui opèrent lorsque le lien communautaire existe sont importantes à l'heure de définir la capacité d'un individu à prospérer en société et constituent une grande partie de ce que l'on appelle le capital social. La qualité et la quantité des liens communautaires sont très variables d'une société à l'autre, mais il est indéniable que ceux-ci jouent un rôle fondamental dans la satisfaction des besoins humains au-delà de l'économie productive. C'est dans ce maillon que nous pourrions localiser de nombreux systèmes inspirés de **la gestion traditionnelle des communs** ou de nouvelles pratiques de coopérativisme urbain, qui constituent également de nouvelles visions de ce qui relève du « public » non nécessairement liées à la gestion par l'administration. Les exemples historiques de gestion des communs montrent également l'interdépendance de la capacité d'une communauté à répondre aux besoins, ses normes sociales et ses ressources naturelles, qui forment un tout indissociable. Ces exemples figurent le lien entre la capacité à perdurer de l'économie et la durabilité et l'adaptabilité du

³ Selon les données du Sondage d'Emplois du Temps pour la période 2009-10, pour maintenir les conditions de vie de la société espagnole, 17 minutes quotidiennes de travail de tâches domestiques de plus que de travail commercial étaient nécessaires. Différence accentuée si l'on considère les tâches de médiation émotionnelles d'accompagnement de la famille non mesurables.

lien communautaire (bien que le fait qu'elle se fasse de manière inclusive et transformatrice dépend des valeurs qui unissent et sont communes à la communauté en question).

Nous pouvons donc dire que dans l'économie productive, il y a les économies de la vie (ou reproductives), des sphères fondamentales de notre vie économique qui permettent la reproduction socio-économique dans le temps, mais qui sont invisibles pour les indicateurs économiques traditionnels. La différence entre productif et reproductif n'est pas toujours facile: une entreprise coopérative accordant une grande attention aux soins, à la conciliation et au soutien mutuel entre ses membres, même si elle peut être placée dans le champ d'une économie productive puisque fournissant des biens et services, joue un rôle clé dans la préservation des conditions de vie de ses membres, au-delà des salaires qui leur sont versés (dans ce cas, le salaire serait le soutien productif et le reste le soutien reproductif). En outre, dans le domaine de la production agro-écologique, il est pratiquement impossible dans de nombreuses communautés rurales de pouvoir dissocier les fonctions de production et de reproduction de celles-ci (on pourrait dire que l'aspect productif apparaît lorsque les excédents de production sont commercialisés et qu'une compensation économique est perçue, mais tout le travail d'autoproduction resterait du côté de la reproduction). Bien que quelque peu artificielle, cette différenciation permet de remarquer comment l'économie écologique, l'agro-écologie, l'économie féministe et les communs apportent une contribution essentielle à la compréhension du fait que le système de production repose sur une énorme quantité de travail non rémunéré ou indemnisé des écosystèmes, des foyers et des communautés.

LES ÉCONOMIES PRODUCTIVES

Au-dessus de ces trois maillons de base indiqués à la figure 1, nous trouverions l'économie productive, à la fois dans ses pôles historiquement visibles, l'économie publique d'État et l'économie marchande, mais aussi comme ce troisième tiroir où se trouvent les expériences interstitielles de production-distribution-financement-consommation. Ce troisième tiroir nous l'avons appelé économie sociale et solidaire puisqu'il s'agit d'un mouvement fortement soutenu par des pratiques économiques professionnalisées. C'est, de fait, depuis l'économie sociale et solidaire que nous avons vu émerger ces dernières années - avec le 15M comme tournant - de nombreuses entreprises et initiatives pratiques de réponse aux besoins, capables d'articuler des marchés sociaux en concept de solidarité: groupements de consommateurs et coopératives, réseaux d'échanges et monnaies sociales, réseaux de production collaborative de biens numériques, associations de parents et écoles autogérées, un nouveau coopérativisme centré sur la transformation sociale, des plateformes coopératives d'approvisionnement en énergie propre, de nouveaux espaces urbains communs sous forme de jardins potagers, des centres sociaux coopératifs, etc.

Il convient également de noter que les pratiques de l'ESS n'évoluent pas dans un espace clos qui serait sans interaction, ni avec l'État ni avec le marché capitaliste, en tant qu'espaces de satisfaction des besoins: elles sont constamment en échange et en relation avec eux. En ce qui concerne l'économie publique et le rôle de l'État, de fait l'ESS part d'un

constat et d'un espace de défiance du cadre économique dominant partagé avec l'Économie Critique⁴ et son analyse marxiste des relations de production. Un débat animé dans le domaine des alternatives économiques a lieu autour de la réinvention du rôle de l'État face aux besoins, afin de garantir une plus grande ouverture des institutions et le rétablissement de la souveraineté populaire. Dans ces débats, est par exemple contemplée la possibilité d'une gestion des ressources publiques-communes provenant de pratiques non étatiques. Dans l'autre pôle –celui de l'économie marchande- on trouve également des espaces d'hybridation avec l'ESS. En réalité, l'économie de marché n'est pas un tout homogène, on observe une gradation, depuis les petites et moyennes entreprises (et des personnes auto-entrepreneuses) sensibilisées et ancrées sur le territoire, jusqu'aux grandes entreprises multinationales qui vont et viennent à la recherche d'un maximum de profit. Il existe donc également un débat bien vivant sur le rôle des petites entreprises commerciales, en particulier quand il s'agit de petits commerces locaux, d'ateliers industriels, d'agriculture paysanne, etc., et sur leur figure d'allié dans la transformation de l'économie.

FAIRE ENSEMBLE LE CHEMIN DE LA TRANSFORMATION

Reprenant la vision d'ensemble des différentes économies transformatrices, nous pouvons relever des nuances dans leur récit ; nous pouvons voir comment leurs différentes références idéologiques intègrent et hybrident leur propre discours. Ainsi, dans les associations de parents et dans les initiatives de facilitation et de gestion de groupe, nous pouvons voir comment se détache le récit de l'économie féministe et des services et soins à la personne; dans les coopératives de consommation et les projets agro-écologiques, celui de la souveraineté alimentaire; dans les coopératives d'énergie propre la souveraineté énergétique; dans les coopératives de travail et l'associationnisme urbain, celui de l'économie sociale et solidaire; dans les centres sociaux et les jardins potagers urbains autogérés, celui des biens communs; dans de nombreuses expériences néo-rurales de vie collective, celui de la décroissance; dans les projets de logiciel libre et de production numérique celui de l'économie collaborative pro commun... Disons donc que dans chacun d'entre eux se distingue une idée centrale, mais qui s'hybride à de nombreuses autres à des degrés différents. Chaque micro-expérience apporte sa pierre à l'édifice en construction de ce tout commun qui vise à transformer le système économique depuis ses fondements. Il existe quatre mouvements qui, s'hybridant entre eux et avec d'autres propositions, constituent le cœur du cercle vertueux des économies transformatrices :

- **L'économie sociale et solidaire, avec le commerce équitable et les finances éthiques**, construits sur les bases du coopérativisme et la construction de marchés sociaux, hybridant l'économie sociale traditionnelle avec de nouvelles pratiques d'auto-organisation et **démocratisation** de l'économie à tous les niveaux du cycle économique, en fournissant des biens et des services qui **répondent à des besoins** et non au profit.

- **L'économie basée sur les communs ou pro communs**, avec ses trois grandes sous-familles : les communs urbains, les communs ruraux et les communs numériques. Communs, comme troisième voie pour le mode de gestion des ressources et de production de la valeur, basée sur la gestion **communautaire**, qui brise la dualité état-marché en tant qu'espaces visibles et légitimés par la production, la gestion et l'assignation de ressources du système économique.

- **Les économies féministes**, pour écarter les marchés et le capital du centre de l'organisation socio-économique et y placer la vie et tous les processus qui la rendent possible de manière durable, et tout spécialement l'économie des soins à la personne ainsi que le rôle clé de la femme et des valeurs féminisées au sein de ces processus.

- **L'agro écologie et le mouvement pour la Souveraineté Alimentaire**, et son rôle clé dans la remise en question du modèle agroalimentaire comme étant une donnée essentielle dans le développement durable de la vie, questionnant également notre rapport à **la Terre et aux cycles de la nature**, et dont la lutte se trouve ainsi connectée à toutes les luttes pour la défense de la terre, menées par **l'écologisme social** et des mouvements tels que la **Décroissance**.

Les économies transformatrices proposent de placer au centre de l'activité économique le développement durable de la vie depuis des logiques organisatrices et distributives égalitaires. Par conséquent il ne s'agit plus seulement de rendre visibles les sphères invisibles mais également de défendre et de placer au centre de notre vie économique le développement durable à long terme des systèmes naturels, des soins et services à la personne et des liens communautaires. Et cela, de manière à ce que les formes prises par leur organisation économique se basent sur une distribution égalitaire du pouvoir et des ressources et se concentrent alors sur la satisfaction des besoins (et non du profit), depuis la gestion démocratique et transparente.